



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°135 23 NOVEMBRE 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CAMEROUN : LA  
BANQUE  
MONDIALE  
S'ENGAGE A  
FINANCER LES 20  
MEILLEURES  
START-UPS DU  
NUMERIQUE EN  
AFRIQUE  
FRANCOPHONE**

**SIERRA LEONE : LA HIGH  
COURT CONDAMNE UNE  
ENTREPRISE INDIENNE  
D'HUILE DE PALME A  
RENDRE DES TERRES AUX  
COMMUNAUTES  
LOCALES**

**ETHIOPIE :  
AUGMENTATION  
DU PRIX DES  
CARBURANTS**

**TOGO : L'ENTREPRISE  
FRANÇAISE LEGRAS  
INDUSTRIES EXPORTE  
POUR 3,5 M EUR DE  
MATERIEL ROULANT**

**MADAGASCAR :  
ARRET DES  
DESSERTES DE  
MADAGASCAR PAR  
CORSAIR A PARTIR  
DE FEVRIER 2019**

**LE GROUPE  
FRANÇAIS SOUFFLET  
COMPTE  
S'IMPLANTER EN  
AFRIQUE DE  
L'OUEST**

**KENYA : EMISSION  
D'OBLIGATIONS  
EXONERES D'IMPOT  
AFIN DE SUPPORTER LE  
FINANCEMENT DE  
PROJETS  
D'INFRASTRUCTURE**

**CAMEROUN : LA BEI  
ANNONCE UNE  
ENVELOPPE GLOBALE DE  
FINANCEMENTS REALISES  
DE PLUS DE 340 MDS  
FCFA DANS DIVERS  
PROJETS DE  
DEVELOPPEMENT**

**GHANA :  
SIGNATURE D'UN  
PROTOCOLE  
D'ACCORD POUR UN  
PROJET DE METRO  
AERIEN A ACCRA**



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Installation du conseil international consultatif du cajou (CICC) en Côte d'Ivoire

Depuis le 12 novembre, le siège du CICC est établi à Abidjan. L'acte d'adhésion au CICC a été signé en avril 2016 par les 10 pays producteurs : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Ghana, Sénégal, Tanzanie et Togo. Le rôle du CICC est d'identifier les problèmes de la filière anacarde et de proposer des solutions pour son développement durable. Pour rappel, l'Afrique de l'Ouest assure 45% de la production mondiale de noix de cajou. La Côte d'Ivoire, en particulier, est le 3<sup>ème</sup> producteur mondial, derrière l'Inde et le Vietnam en 2016 (FAOSTAT).

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le groupe français Soufflet compte s'implanter en Afrique de l'Ouest

Pour développer ses activités dans la région, le plus gros manutentionnaire de grains d'Europe prévoirait une implantation en Afrique de l'Ouest, selon Reuters. Vraisemblablement situé en Côte d'Ivoire, il inclura un laboratoire d'analyse et un centre de formation de minotiers, offrant un appui technique aux clients. L'Afrique de l'Ouest est un marché clé pour le blé français et cette annonce intervient dans un contexte où il perd du terrain, depuis la récolte de 2016, au profit du blé russe. Soufflet a commercialisé en 2017/18 un total de 7,7 Mt de céréales, d'origine française à deux-tiers et roumaine ou ukrainienne pour le reste, pour un chiffre d'affaire de 4,5 Mds EUR.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : 2,86 Mds USD d'Eurobonds levés par l'Etat nigérian pour financer le Budget 2018

L'émission, trois fois sursouscrite, a été émise en trois tranches. Du montant total, 1,18 Md USD a été émis à un taux de 7,625% pour une maturité de 7 ans, 1 Md USD à un taux de 8,75% pour une maturité de 12 ans et 750 MUSD à un taux de 9,25% pour une maturité de 30 ans. La dette externe devrait en conséquence atteindre 32% du total de l'endettement public du Nigéria, contre 30% en juin 2018. Le *Debt Management Office* (DMO) a en parallèle déclaré que l'Etat fédéral émettra 115 Mds NGN (317 MUSD) d'obligations le 21 novembre, dont 35 Mds NGN (96 MUSD) d'une maturité de 5 ans à un taux de 12,75%, 35 Mds NGN d'une maturité de 7 ans à un taux de 13,53%, et 45 Mds NGN (124 MUSD) d'une maturité de 10 ans à un taux de 13,98%.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : Augmentation de 0,7% des ventes de détail au mois de septembre

En septembre, les ventes de détail ont progressé de 0,7% par rapport à la même période en 2017, après une augmentation de 2,5% en août. La principale catégorie ayant contribué à cette augmentation est celle des « équipements ménagers », à hauteur de 0,5 point de pourcentage. Ce chiffre témoigne de la faiblesse de la consommation des ménages qui est habituellement un moteur de la croissance sud-africaine – et qui pourrait s'expliquer par les mauvaises performances de l'économie au premier semestre et par une érosion du pouvoir d'achat.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : Amélioration des conditions de vie dans la province du Gauteng

Mardi 13 novembre, le *Gauteng City-Region Observatory* (GCRO) a publié son étude, [Quality of Live survey](#), proposant une mesure de la qualité de vie en Afrique du Sud. Cette étude se base sur un indicateur composite portant sur une soixantaine d'aspects de la vie quotidienne (accès à l'eau, efficacité des politiques publiques, qualité de l'éducation, etc.). Il est calculé sur la base d'une enquête réalisée auprès de 24 889 répondants. Par rapport à 2015 (date de la première publication de l'étude), le niveau de satisfaction vis-à-vis des services publics est en déclin dans la province. Par ailleurs, l'étude pointe une augmentation des disparités. Enfin, à la question « Quel est le principal problème auquel vous soyez confrontés ? », la criminalité (32%) et le chômage (18%) occupent le haut du classement.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Botswana : Augmentation de l'inflation en octobre

En octobre, l'inflation s'est élevée à 3,6% sur un an, en augmentation par rapport au mois précédent (2,9% en septembre). Sur cette période, le niveau des prix a particulièrement augmenté dans le secteur des transports (+11% en raison de la hausse des prix du carburant) qui a contribué pour plus de 20% à l'inflation totale.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mozambique : L'inflation en baisse au mois d'octobre

Au mois d'octobre, l'inflation a légèrement diminué à 4,8% contre 4,9% en septembre dernier, principalement alimenté par l'augmentation des prix dans le secteur des transports. Au cours de la semaine, le Banque centrale a également annoncé un maintien de son taux directeur à 15% jusqu'à la fin de l'année 2018. Pour rappel, cette dernière avait réduit de 150 pbb le taux directeur en août dernier.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Namibie : Accélération de l'inflation au mois d'octobre

Au mois d'octobre, l'inflation a continué de progresser et s'est établie à 5,1% sur un an (contre 4,8% au mois de septembre), son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du prix des transports (+13,6% par rapport à la même période l'an passé) et de l'éducation (+9,9%).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : diminution significative des réserves de change

Selon la *Central Bank of Kenya* (CBK), les réserves de change ont décliné de près de 15,0 % pour atteindre 8,1 Mds USD au 15 novembre 2018 soit 5,3 mois d'importations contre 9,5 Mds USD soit 6,4 mois d'importations fin avril. En dépit de cette diminution de 1,4 Md USD, les réserves de change restent supérieures au niveau de novembre 2017 où elles s'établissaient à 7,1 Mds USD soit 4,7 mois d'importations ; elles demeurent par ailleurs dans la zone de confort de la CAE fixée à 4,5 mois d'importations. Le rythme de déplétion des réserves s'est accéléré à l'automne 2018, avec une chute de près de 344 MUSD sur le mois écoulé. Cette baisse est imputable aux interventions de la CBK sur le marché des changes, visant à soutenir le shilling dont la dépréciation s'accélère depuis mi-septembre 2018.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : émission d'obligations exonérées d'impôt afin de supporter le financement de projets d'infrastructure

La Central Bank of Kenya (CBK) a procédé à l'émission d'obligations exonérées d'impôt pour un montant de 488 MUSD en vue de financer partiellement des projets d'infrastructure dans les secteurs des routes, de l'eau et de l'énergie. L'incitation fiscale consiste en une exonération d'imposition sur les intérêts perçus sur ces obligations. Cette incitation fiscale intervient dans un contexte où le Trésor kenyan peine à atteindre ses objectifs d'emprunts à long-terme sur le marché domestique : alors que depuis juillet 2018 le Trésor kenyan a émis des obligations à long-terme (i.e. plus d'un an) pour

un montant de 1,87 Md USD, le taux de souscription n'a été que de 44,6 % en moyenne, soit 1 Md USD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Tanzanie : suspension d'un prêt de 300 MUSD en faveur de la Tanzanie**

La Banque mondiale a suspendu un prêt d'un montant global de 300 MUSD en faveur du secteur éducatif de la Tanzanie. Cette décision serait consécutive à la récente relance, de la part du gouvernement, d'une politique visant à interdire l'accès à l'école des jeunes filles ayant contracté une grossesse. Le programme de 300 MUSD visait à soutenir le ministère tanzanien de l'éducation à améliorer l'accès à un enseignement secondaire de qualité. Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, le Dr Hafez Ghanem, s'est entretenu vendredi 16 novembre avec le président John Magufuli sur ce sujet.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Burkina Faso : le budget 2018 revu à la baisse**

L'Etat envisage de réaliser désormais 1 700,9 Mds FCFA (290 M EUR) contre 2 018,15 Mds FCFA (307 M EUR) prévus initialement en termes de recettes et 2 000,2 Mds FCFA (305 M EUR) de dépenses contre 2 441,3 Mds FCFA (372 MEUR). Le réajustement fait suite au contexte socioéconomique et à la situation sécuritaire particulièrement difficiles auxquels le Burkina Faso doit faire face. La ministre déléguée chargée du Budget a néanmoins assuré que le réajustement ne devrait pas impacter les appels d'offres déjà lancés. Elle a également pointé du doigt l'urgence de maîtriser l'évolution de la masse salariale avec le risque qu'elle dépasse les 55% des recettes fiscales en 2019 contre 53% actuellement.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Burkina Faso : nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures**

Le conseil des ministres du Burkina Faso du 8 novembre 2018 a adopté un rapport relatif à la sécurisation de l'approvisionnement du Burkina Faso en hydrocarbures à travers un Schéma d'apurement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) et d'un nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures. Le Conseil a ainsi décidé d'une hausse de 75 FCFA (0,11 EUR) par litre du prix à la pompe de l'essence super et du gasoil à compter du 9 novembre 2018. Les prix à la pompe des hydrocarbures, le Super 91 et le Gasoil, passent respectivement de 602 à 677 FCFA (1,03 EUR) et de 526 à 601 FCFA (0,92 EUR).

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Côte d'Ivoire : trafic en hausse de 31% au Port de San Pedro fin 2017**

Le port autonome de San Pedro a enregistré un trafic global café-cacao de 1 036 276 tonnes en 2017, soit une hausse de 31%. Un volume historique de 1 030 000 tonnes de cacao a été réalisé, réaffirmant la place de premier port mondial d'exportation de cacao.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : les exportations de la SMCP se chiffrent à (604 M USD environ 531,5 M EUR) au cours 10 premiers mois 2018**

Les exportations de la Société mauritanienne de commercialisation du poisson (SMCP) ont atteint 604 M USD (environ 531,5 M EUR) au cours des 10 premiers mois de l'année 2018. La pêche représente entre 40 et 50% des exportations mauritaniennes et environ 12% de son PIB. La SMCP, détenue à hauteur de 70 % par l'État mauritanien et 30 % par des privés locaux, détient le monopole d'exportations des produits halieutiques congelés, pêchés dans les eaux mauritaniennes.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : hausse des échanges extérieurs mauritaniens au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2018**

Au cours du deuxième trimestre 2018, les échanges commerciaux de la Mauritanie avec ses partenaires commerciaux ont été évalués à 55 692 M MRU (1,34 M EUR), en hausse de 19,5 % par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 11,2% en glissement annuel. Au terme de ce trimestre, l'Europe reste le premier partenaire commercial de la Mauritanie avec 57,8 % des échanges extérieurs. L'Espagne (18,7 %), la France (13,7 %), la Belgique (13,5%), la Suisse (7,7 %) et le Royaume-Uni (7,3 %) sont les principaux partenaires européens de la Mauritanie.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : la Chine est le 1<sup>er</sup> fournisseur du pays sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2018**

Selon des chiffres de l'Institut national de la statistique du Niger, la Chine s'impose comme la principale origine des importations du Niger au premier trimestre 2018, avec 24,4% des importations totales nigériennes achetées (83,8 Mds FCFA soit 127 M EUR). Ce pays est suivi par la France (20,6%), la Thaïlande (9%), les Etats-Unis (6,6%) et le Nigéria (6,4%). Par contre, la Chine ne figure pas dans le trio de tête des clients du Niger, au contraire de la France (25,7%) ou encore du Nigéria (19,5%).

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Cameroun : Hausse de la croissance économique au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 de 3,9% par rapport à la même période en 2017**

L'institut National de Statistique a publié ses données sur les comptes nationaux du deuxième trimestre 2018. La hausse du taux de croissance du PIB résulterait de la contribution positive de tous les secteurs. Le secteur primaire connaît un accroissement de sa valeur ajoutée de 4,6% par rapport à la même période en 2017, en relation avec la bonne tenue des activités sylvicoles, de l'agriculture vivrière et de l'élevage. Dans le secondaire, qui croît de 1%, le BTP serait le moteur de cette croissance avec les travaux de la CAN 2019. Enfin, le tertiaire connaît une hausse de 4,7% portée par toutes les branches de ce secteur.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)



### ▼ Congo-Brazzaville : La conclusion d'un programme FMI attendue pour le 1er trimestre 2019

L'objectif affiché de la mission FMI, qui s'est déroulée du 6 au 14 novembre 2018, à Brazzaville, était d'actualiser le cadrage macro-économique du pays. Ceci afin d'affiner le besoin de financement et l'effort de restructuration de la dette extérieure demandé aux créanciers chinois et aux traders, sachant que la soutenabilité de cette dette reste un prérequis pour la conclusion d'un programme. Si un ajustement budgétaire et des progrès additionnels en matière de transparence sont jugés rapidement réalisables par la mission, la présentation d'assurances financières reste le point le plus délicat mais pas insurmontable, avec un gap de financement réduit de près d'un quart.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : fin de la mission du FMI pour la 3ème revue du programme FEC

Les services du FMI, en mission à Libreville du 7 au 16 novembre, sont parvenus à un accord avec les autorités en ce qui concerne les mesures qui pourraient favoriser l'approbation de la troisième revue par le conseil d'administration du FMI avant la fin de l'année. Malgré une conjoncture qui se redresse lentement (croissance estimée à 1,2 % en 2018, contre 0,5 % en 2017), le FMI note que des mesures importantes ont été prises depuis l'achèvement de la deuxième revue pour maintenir le programme en bonne voie (réduction de la masse salariale, réduction du déficit public). La mission s'est accordée avec les autorités sur les mesures et les réformes à entreprendre dans l'immédiat.

✉ [jean-luc.viette@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean-luc.viette@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Sierra Leone : la *High Court* condamne une entreprise indienne d'huile de palme à rendre des terres aux communautés locales

Un contrat de bail avait été signé entre la Sierra Leone Agriculture Ltd (SLA), racheté pour 5 MUSD en 2011 par le groupe indien SIVA basé à Singapour, et trois communautés locales pour la location de 41 600 hectares de terre dans le district de Port Loko, au nord du pays. Contrairement à ses engagements, l'entreprise indienne n'aurait pas versé de loyer aux communautés locales pendant trois ans. Par conséquent, la *High Court* a condamné l'entreprise d'huile de palme à rendre les terres occupées et payer aux communautés lésées des arriérés de paiement à hauteur de 250 000 USD. Pour information, en 2017 les importations nettes d'huile de palme de la Sierra Leone représentaient 13 MUSD (12<sup>e</sup> poste d'importation).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : Une nouvelle loi renforce la réglementation sur les transactions réalisées avec de l'argent acquis de manière illicite

Un projet de loi permettant de renforcer la réglementation relative aux transactions réalisées avec de l'argent acquis de manière illicite a été approuvé par le parlement

avec 124 voix pour (et 50 abstentions). Cette loi permettra à l'État angolais de rapatrier de manière coercitive des ressources financières domiciliées à l'étranger. Elle autorise également la confiscation par l'Etat des biens immobiliers, mobiliers et financiers, situés à l'étranger ou sur le territoire national, acquis avec de l'argent acquis de manière illicite.

[mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Ghana : signature d'un protocole d'accord pour un projet de métro aérien à Accra

Le protocole d'accord a été signé, en marge du Forum sur les investissements en Afrique organisé par la Banque Africaine de Développement, par le ministre ghanéen du développement des chemins de fer, Joe Gharthey, et le consortium Sky Investment, monté par la société d'investissement sud-africaine *Africa Investor*. Une étude de faisabilité sera lancée prochainement et les travaux de construction du métro pourraient débuter à l'horizon 2020, en collaboration avec le *Ghana Infrastructure Investment Fund* (GIIF). A noter que, ce projet, dont le montant est estimé à 2,6 Mds USD, n'avait reçu aucune publicité avant la signature de cet accord et n'apparaissait pas dans le Plan stratégique de développement des infrastructures du Ghana.

[paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : cinq protocoles d'entente (MoU) signés lors d'une visite officielle du Président Addo Dankwa Akufo-Addo au Qatar

Les cinq MoU visent respectivement à : (1) éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ; (2) renforcer la régulation de l'emploi de main d'œuvre au Qatar ; (3) supprimer les visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques ; (4) favoriser l'organisation de consultations sur des questions d'intérêt mutuel entre les deux pays ; et (5) renforcer la coopération entre les Chambres de Commerce et d'Industrie de ces derniers. En 2017, les importations du Ghana depuis le Qatar ont représenté près de 12 MUSD, composées pour 94% de matières plastiques fabriquées à base d'hydrocarbures. De son côté, la valeur des importations du Qatar depuis le Ghana était estimée à 214 000 USD en 2017 (dont 44% de bois et 36% de pierres et métaux précieux).

[paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : prêt de 125 MUSD de la Banque mondiale pour soutenir le secteur de l'électricité

Le gouvernement rwandais a signé avec la Banque un accord de crédit d'un montant de 125 MUSD dans le cadre d'un programme qui devrait permettre de connecter 154 000 nouveaux foyers et entreprises au réseau électrique national. Ce programme devrait par ailleurs également permettre d'améliorer l'efficacité énergétique, de diminuer le coût de l'électricité et de stimuler les recettes issues des ventes d'électricité. Cet accord est le premier d'une série de trois, dont le montant total s'élève à 325 MUSD sur une période de trois ans, visant exclusivement à financer le secteur énergétique. Il devrait



contribuer à atteindre l'objectif du gouvernement qui vise de 100 % d'accès à l'électricité d'ici 2024.

✉ [philippines.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippines.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr)

#### ▼ **Soudan : construction d'un nouvel aéroport international à Khartoum**

Le président de l'entreprise turque Summa, spécialisée dans le BTP, a indiqué que sa société terminait actuellement la conception du nouvel aéroport de Khartoum, situé à 40 km au sud-ouest de la ville, et allait commencer sa construction durant le premier trimestre 2019, pour un coût de 1,15 Md USD. L'aéroport devrait être achevé en trois ans, avec un terminal pouvant accueillir 6 millions de personnes par an. Deux autres phases sont prévues afin d'augmenter la capacité d'accueil à respectivement 9 et 12 millions de passagers par an. Cette nouvelle infrastructure serait opérée en contrat BOT (Construction - Opération - Transfert).

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Tanzanie : prêt de 156 MUSD de la Banque africaine de développement (BAD) pour des projets de développement**

Le secrétaire permanent du ministère tanzanien des Finances et de la Planification, Dotto James a déclaré la signature de trois accords d'un montant de 156 MUSD avec la BAD pour soutenir d'importants projets de développement. Sur les 156 MUSD, 123 MUSD ont ainsi été affectés à la construction de la ligne de transport d'électricité du Nord-Ouest, 13 MUSD à une initiative visant à prévenir la contamination par les aflatoxines dans les céréales et 20 MUSD au secteur agricole. Dr. Alex Mubiru, Directeur pays pour la BAD en Tanzanie, a déclaré que la BAD avait signé des accords de prêt avec le gouvernement tanzanien pour un montant total de 213,4 MUSD en 2018.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Bénin : le financement du projet de réhabilitation du corridor routier Cotonou-Niamey est bouclé**

Un accord de prêt signé entre l'Etat béninois et le fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) a été transmis à l'Assemblée Nationale pour ratification. D'un montant de 13,2 Mds FCFA (20,1 M EUR), ce prêt complète celui déjà octroyé par la BID (Banque Islamique de Développement) en avril 2018, d'une valeur de 65 Mds FCFA (99,1 M EUR). L'investissement public sur ressources extérieures, qui se monte au total à 78,2 Mds FCFA (119,2 M EUR), consacrera la réhabilitation du tronçon routier Bérubouay-Malanville (169,4 km), avec l'engagement de dépenses sociales connexes (aménagement de 65 km de pistes rurales, construction de salles de classe, centres de santé, marchés, latrines etc..).

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : signature de deux nouveaux accords avec l'UE

Le Chef de l'Etat a signé avec l'UE deux nouveaux accords d'un montant de 15 M EUR. Le 1<sup>er</sup> (10 M EUR) couvre la période 2018-2022 et met l'accent sur la création d'emplois dans les filières culturelles prioritaires que sont l'image (cinéma et vidéo), les arts de la scène, l'artisanat d'art et les arts appliqués. Le 2<sup>ème</sup> accord (5 M EUR) vise à soutenir l'action du gouvernement dans les trois domaines suivants : l'élaboration du budget de l'Etat, la lutte contre les violences sexistes et la participation des femmes au processus de décision politique. Avec, ces nouveaux engagements financiers font partie de la coopération globale de l'UE avec le Burkina Faso, attendue à environ 980 M EUR entre 2014 et 2020.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : une hausse de 4,1% pour l'aide publique au développement (APD)

Selon la Direction générale de la coopération, l'APD en faveur du Burkina Faso a augmenté de 4,1% entre 2016 et 2017. Le montant total s'élève ainsi à 1,14 Md USD en 2017. Les secteurs les plus soutenus par cette aide sont le secteur sylvo-pastoral (260,2 M USD) et le suivi de l'environnement-eau-assainissement (194,4 M USD). Le volume le plus important d'APD provient des partenaires multilatéraux avec un montant de 649 M USD (71,7% de l'APD), suivis des partenaires bilatéraux (424,9 M USD) et des ONG (65,8 M USD). Les principaux donateurs sont : la Banque mondiale (196,6 M USD, soit 17,3% de l'APD totale), l'UE (17%), les Nations-Unies (10%), les Etats-Unis (9,2%) et la France (7,3%).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : signature d'un contrat de gré à gré en PPP avec ARISES

Le comité interministériel du développement des Partenariats publics-privés (PPP) vient d'attribuer à la société ARISES-filiale de la société singapourienne OLAM-la construction et l'exploitation d'un terminal à conteneurs ainsi que la construction d'une jetée pétrolière au port autonome de Nouakchott. Ce contrat, d'une durée de 30 ans, a été passé en gré à gré. Officiellement, l'opérateur devrait verser à la Mauritanie 50 USD pour chaque conteneur de quarante pieds, 75 USD pour chaque conteneur de 70 pieds et 2 USD pour chaque mètre cube de carburant. Les revenus prévus seront de 550 M USD, pour un investissement d'environ 390 M USD. Près de 500 emplois permanents sont prévus au cours de la durée du contrat.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : La BEI annonce une enveloppe globale de financements réalisés de plus de 340 Mds FCFA dans divers projets de développement

L'annonce a été faite lors de la visite d'une délégation de la Banque européenne d'investissement sur le site du barrage de Lom Pangar le 19 novembre 2018. En effet, le gouvernement camerounais a bénéficié d'un prêt souverain de la BEI relatif à la construction du dit barrage en 2012 d'un montant de 19,6 Mds FCFA.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : La Banque Mondiale s'engage à financer les 20 meilleures start-ups du numérique en Afrique francophone**

Le programme dénommé : « L'Afrique Excelle » a pour objectif de soutenir les start-ups africaines francophones qui ont le potentiel de devenir compétitives au niveau mondial et d'avoir des impacts positifs sur la vie quotidienne et l'économie grâce leurs solutions technologiques. Ce programme d'une durée de 6 mois va permettre d'accompagner les start-ups sélectionnées par un mentorat d'experts internationaux et locaux. Le programme ne s'attribuera aucune participation dans les entreprises sélectionnées et ces dernières vont bénéficier d'un financement allant de 250 000 à 5 millions de dollars. Les startups intéressées pourront postuler en ligne via le site internet de L'Afrique Excelle, [www.Afrique-Excelle.com](http://www.Afrique-Excelle.com) , au plus tard le lundi 14 janvier 2019.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Libéria : signature d'un accord d'aide au secteur agricole de 2,7 MUSD avec le Japon

Un accord de subvention d'un montant de 2,7 MUSD a été signé entre le Libéria et le Japon, représenté par l'Ambassadeur du Japon au Libéria, Tsutomu Himeno. Cette subvention devrait entre autres permettre de financer le programme pilote de distribution de riz aux fermiers locaux, la construction de cinq entrepôts, et des programmes de renforcement des capacités en ressources humaines. Pour rappel, en 2017 le Libéria a importé pour 175 MUSD de riz, son 2<sup>e</sup> plus gros poste d'importation après le pétrole.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Ethiopie : privatisation de l'une des premières sucreries éthiopiennes

Ethio Sugar Manufacturing, une société privée locale, a entamé des négociations avec le gouvernement pour l'acquisition de la plus ancienne sucrerie locale, Wonji Shoa. Ethio Sugar proposerait 344,9 MEUR pour acquérir les deux usines gérées par cette sucrerie ainsi que 12800 ha de plantations de canne à sucre. 7000 ha sont actuellement cultivés par des agriculteurs au travers de 32 coopératives. La sucrerie a actuellement une capacité de production de 6250t de canne à sucre par jour et génère plus de 174 000t de sucre par an.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : augmentation de la production de coton

La production de coton en Tanzanie a bondi de 67 % à l'occasion de la récolte 2018, passant à 221 600 tonnes contre 133 000 tonnes pour l'année précédente, a souligné hier le ministre adjoint de l'Agriculture, Omary Mgumba. Cette bonne performance résulterait d'un investissement accru dans la filière et d'une réglementation relative aux intrants renforcée. Ainsi, le Tropical Pesticides Research Institute et le Tanzania Official Seed Certification Institute ont régulé la qualité des intrants agricoles en effectuant des tests de germination sur les semences de coton avant de les fournir aux agriculteurs. Le coton est le principal produit agricole d'exportation après le café Robusta : il représente 24 % des exportations agricoles et 4 % des exportations totales.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : investissement du groupe français SATOL dans la transformation de manioc

Le groupe a officiellement lancé la phase opérationnelle de son projet de transformation de manioc, après les études techniques et financières permises par l'octroi d'un fond FASEP par le ministère français de l'économie et des finances. Approvisionnée de 400 t de racines de manioc par jour provenant de 20 000 ha (85% en plantation en propre et 15% villageois), l'usine produira 38 000 t par an de farine et amidon. Elle créera 360 emplois directs et 1 000 indirects dans la phase concernant la production alimentaire, qui nécessite un investissement de 48 M EUR. Elle sera complétée par une production de bioéthanol, pour se positionner comme le 1<sup>er</sup> acteur des dérivés du manioc dans la sous-région.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : La relance des activités agricoles dans le Pool soutenue par la FAO

Les projets Appui d'urgence à la relance de la production agropastorale et halieutique dans le département du Pool et ceux d'Appui au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées du Pool, initiés par la FAO, ont été lancés le 15 novembre à Brazzaville. Les deux projets visent prioritairement l'approvisionnement des agriculteurs de ce département en semences et intrants agricoles pour assurer la production et les récoltes des cultures vivrières, l'objectif étant de réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans ce département riche de 124 000 ha de terres exploitées par près de 80.000 agriculteurs.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Nigéria : la filiale nigériane d'ExxonMobil, Mobil Producing Nigeria Ltd. (MPN), acquiert le projet de centrale thermique de Qua Iboe

Le projet de centrale, localisé dans l'Etat d'Akwa Ibom, était jusqu'alors la propriété de Black Rhino, filiale du fonds d'investissement américain Blackstone Group, et de la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC). La signature de ce transfert, qui comprend également un projet de ligne de transmission de 58km, devrait entraîner un investissement d'1 Md USD. Une fois construite la centrale aura une capacité de production de 540 MW. Pour information, les centrales de production raccordées au réseau national ont aujourd'hui une capacité de production de 10 400 MW, pour une capacité disponible de 6 000 MW. Les centrales thermiques représentent 8 500 MW du total, dont 5000 MW de capacité effective.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : augmentation du prix des carburants

A la suite de la décision du ministère du Commerce et de l'Industrie, un nouveau tarif est entré en vigueur le 13 novembre 2018. En moyenne, le prix des carburants a ainsi augmenté de 8,15 % : le prix de l'essence a été ajusté à 19,69 ETB/l contre 18,77 ETB/l auparavant ; le kérosène est désormais quant à lui vendu à 17,78 ETB/l contre 16,35 ETB/l auparavant. Au total, le pays importe 3,8 millions de tonnes de pétrole par an pour un montant total supérieur à 3 Mds USD. Cette dépendance, couplée à la pénurie

de devises, place l'Éthiopie dans une situation fragile : en juillet 2018, le gouvernement a d'ailleurs demandé à l'Arabie saoudite de lui fournir un an d'approvisionnement en pétrole, payable avec un délai de douze mois.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Soudan du Sud : signature d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) entre les autorités sud-soudanaises et Gazprom Neft**

La compagnie pétrolière russe *Gazprom Neft* a signé le mardi 20 novembre un MoU avec le gouvernement du Soudan du Sud en vue de procéder à l'exploration de quatre blocs pétroliers. L'annonce s'est déroulée lors de la conférence pétrolière du Soudan débutée mardi 20 novembre, qui réunit les sociétés pétrolières de la région ainsi que les principaux investisseurs. Le ministre sud-soudanais du Pétrole et des Mines a de son côté expliqué que *Gazprom* était en attente d'informations en provenance de son ministère, informations qui conditionnent le lancement de l'exploration.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Guinée : Guinea Alumina Corporation (GAC) réceptionne ses premières locomotives**

Guinea Alumina Corporation, l'un des plus importants projets bauxitiques en Guinée (environ 1,4 Md USD d'investissement), a réceptionné ses deux premières locomotives fabriquées aux États-Unis. Chaque engin roulant peut manœuvrer jusqu'à 120 wagons en pleine charge pesant plus de 10 200 tonnes. L'arrivée de ces deux locomotives marque une étape importante pour le développement de cet ambitieux projet dont les premières exportations de bauxite auront lieu au second semestre 2019 pour une production annuelle de 12 millions de tonnes de bauxite. Pour rappel, le sous-sol guinéen abrite plus du tiers des réserves mondiales de bauxite (25 milliards de tonnes).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Congo-Brazzaville – Le Chinois GEIPCO se positionne sur l'énergie**

Après les propositions de Power China dans la mise en valeur de la vallée de la Louessé, c'était au tour du Chinois Global energy interconnexion development and corporation organization (GEIPCO) de présenter au Président de la République, le 17 novembre, son projet d'accompagnement du pays dans la construction de barrages hydroélectriques dans le bassin de Kouilou et la zone du fleuve Congo qui favoriseraient l'exploitation des mines de fer et de potasse. Il évalue le potentiel du Congo à 25 000 MW contre 620 MW installés aujourd'hui. Son projet permettrait, selon lui, de valoriser le secteur industriel à 95 Mds USD d'ici 2050 avec, à la clé, des recettes fiscales considérables et des emplois pour 7 000 personnes.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Services**

#### ▼ **Nigéria : reprise de l'opérateur 9mobile par Teleology Holdings validée par la Commission Nigériane de Communications (NCC)**

Teleology avait remporté en février 2018 l'appel d'offres pour le rachat de l'opérateur 9mobile, pour un coût final estimé à 550 MUSD, dont 50 MUSD de caution non-remboursable. Les fonds nécessaires proviendraient d'emprunts auprès des banques



African Export-Import Bank (Afreximbank) et Union Bank of Switzerland (UBS). Teleology Holdings Ltd est un fonds commun de créances créé entre autres par Adrian Wood, dirigeant de MTN Nigeria entre 2001 et 2004, et monté spécifiquement pour mener à bien cette opération de reprise. Pour rappel, un Conseil d'administration provisoire avait été constitué par la Banque centrale du Nigéria après le défaut de 9mobile, anciennement Etisalat Nigeria, en juillet 2017 sur un prêt de 1,2 Md USD qu'il lui avait été accordé.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : MTN souhaite acquérir une licence bancaire de services de paiements au Nigéria dès l'année prochaine**

Selon le Président directeur général du groupe sud-africain de téléphonie MTN, l'objectif est d'entrer dans le secteur des services monétaires par téléphonie mobile d'ici le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019. D'après la régulation émise par la Banque centrale du Nigéria, cette licence bancaire ouvre droits aux activités de collecte de dépôts, d'ouverture de comptes épargne, de services de transferts d'argent, de cartes de débit et de portemonnaie électronique. Les banques de services de paiements doivent par ailleurs posséder un droit de licence non remboursable de 2 MNGN (5510 USD) et un capital de départ de 5 Mds NGN (13 774 USD). Au 1<sup>er</sup> semestre 2018 les paiements mobiles ont représenté 1,6 Md USD, soit 4,7% des transactions électroniques totales, une hausse de 14% en glissement annuel.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Afrique du Sud : Woolworths retrouve la voie du profit**

Dans son dernier rapport financier, Woolworths fait part de nouvelles encourageantes : le retour au profit pour la première moitié de l'année financière de 2019, ainsi qu'une hausse des résultats par action. Les ventes du groupe ont augmenté de 2,7% sur la première moitié de l'année financière de 2019, tirées par le secteur alimentaire. Ce dernier a augmenté de 7,2%, une hausse importante qui résulte de ventes volumineuses conduites par une faible inflation, ainsi que de nombreuses promotions. Sur l'habillement, les ventes de David Jones ont cru de 2,9%, une belle hausse à la suite d'une performance décevante (-5,3%) sur la même période l'année passée. Quant à Country Road, les ventes augmentent de 3,4%, en ralentissement par rapport aux 8,3% de hausse précédents.

✉ [maxime.housard@businessfrance.fr](mailto:maxime.housard@businessfrance.fr)

### ▼ **Madagascar : arrêt des dessertes de Madagascar par Corsair à partir de février 2019**

Après avoir été notifiée de la suspension de ses droits de trafics régionaux entre la Réunion et Madagascar le 25 mars 2018, la compagnie aérienne française Corsair a annoncé le 8 novembre l'arrêt de ses liaisons vers la capitale Tananarive à compter du 9 février 2019. Selon la compagnie, la desserte n'a pu être maintenue en raison de conditions économiques non satisfaisantes. Cette décision entraîne également l'arrêt des vols à destination de Mayotte étant donné que cette ligne ne peut plus être combinée avec celle de Tananarive. En effet, les avions affectés à la zone Océan

Indien - vers la Réunion et Maurice - ne pourront pas atterrir sur la piste trop courte de Dzaoudzi.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Togo : l'entreprise française *Legras Industries* exporte pour 3,5 M EUR de matériel roulant

Une cérémonie de réception de matériel roulant fourni par la société française *Legras industries* au profit de la NSCT (Nouvelle société cotonnière du Togo) s'est tenue le 7 novembre sur le site de l'usine d'égrenage de Talo à Atakpamé (160 km de Lomé). Le marché, d'un montant de 3,5 M EUR, avait été remporté en septembre 2016 par la société à l'issue d'un d'appel d'offres international. Le matériel roulant neuf (20 véhicules de collecte) permettra à la société d'Etat en charge de la filière coton de renouveler son parc automobile, en vue d'optimiser la chaîne logistique, dans un contexte d'accroissement des volumes récoltés (+8% entre la campagne 2016/2017 et 2017/2018, portée à 117 000 tonnes).

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Côte d'Ivoire : 3<sup>ème</sup> édition du Salon international des équipements et des technologies de la transformation de l'anacarde (SIETTA)

7500 participants venus de 37 pays se sont réunis autour du thème « La transformation locale génératrice de valeur ajoutée opportunités pour la jeunesse ». L'Afrique ne transforme que 6% des récoltes, la Côte d'Ivoire 10% pour une quantité commercialisée de 673 236 t. Le Conseil du coton et de l'anacarde prend des mesures pour accélérer la transformation (politique de quota, mécanisme de garantie, régulation du prix de vente et identification de zones agroindustrielles). Les équipementiers locaux émergent et la filière est appuyée par les prêts du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA) de la Banque mondiale.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : nomination d'un nouvel administrateur à la société industrielle et minière (SNIM)

Le conseil d'administration de la société industrielle et minière (SNIM) a approuvé la nomination de Hacena O. Ely au poste d'administrateur directeur général de la SNIM. Il succède à ce poste M. Mohamed Salem O. Béchir, nommé premier ministre. M. Hacena a occupé dans ses anciennes fonctions le poste de directeur général du port autonome de Nouakchott. Son arrivée à la SNIM s'inscrit dans un contexte difficile, marqué par l'accumulation de dettes et la baisse de la production.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : tenue du forum des jeunes entrepreneurs

A l'occasion de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, le Niger a organisé le 12 novembre un forum des jeunes entrepreneurs (FJE). L'objectif était de sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'entrepreneuriat et leur montrer des méthodes de réussite pour ceux qui veulent entreprendre. Les échanges ont porté en particulier sur la culture entrepreneuriale au Niger, le mécanisme de financement des entreprises et l'agrobusiness. Selon le ministre de l'Entrepreneuriat des jeunes, Ibrahim Issifi Sadou, ce type d'événement a pour but d'explorer les opportunités mais aussi de lever les obstacles auxquels peuvent être confrontés les jeunes entrepreneurs grâce aux échanges et au partage d'expériences.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Cameroun : Adrien Bechonnet, nouveau directeur de TOTAL Cameroun

Adrien Bechonnet a officiellement pris ses fonctions de nouveau directeur général, de l'entreprise leader dans la distribution de produits pétroliers au Cameroun, le 1<sup>er</sup> septembre 2018 en remplacement d'Imrane Barry.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

